

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/La-securite-europeenne-entre-le-mythe-et-l-hypothèque>

# La sécurité européenne, entre le mythe et l'hypothèque

- Empire et Résistance - Union Européenne -

Date de mise en ligne : lundi 10 juin 2019

## **Description :**

La sécurité européenne, entre le mythe et l'hypothèque. En Europe, il y aura de la sécurité seulement avec la Russie. Elle n'existera pas sans la Russie, et, bien sûr, en aucun cas contre la Russie. Et cela indépendamment que nous plaise peu ou beaucoup son régime politique... Rafael Poch de Feliu

---

**Copyright © El Correo - Tous droits réservés**

---

**En Europe, il y aura de la sécurité seulement avec la Russie. Elle n'existera pas sans la Russie, et, bien sûr, en aucun cas contre la Russie. Et cela indépendamment que nous plaise peu ou beaucoup son régime politique. (\*)**

En matière de sécurité, le continent européen vit inséré entre deux paradoxes. Le premier consiste est que nous avons eu un demi-siècle de « guerre froide » et de division européenne. Cela s'expliquait par la lutte de systèmes entre le dit « communisme » et le capitalisme. Le communisme est tombé il y a 30 ans et l'URSS a été dissoute et cependant aujourd'hui nous recommençons à parler de « guerre froide » en Europe.

Le deuxième est que les États-Unis dépensent 610 000 millions de dollars par an en guerres et en défense. Les états européens dépensent 342 000 millions et la Russie 66 300 millions, quatorze fois moins que la somme des deux précédents (Sipri, 2017). Cependant, c'est la Russie qui menace la paix en Europe. Comment ce que cela s'explique t-il ?

Je crois que nous pouvons trouver l'explication dans les mythes et dans les hypothèques qui entourent les idées établies que nous avons sur « l'Europe » et la « sécurité européenne ». D'où le titre de cet article.

## Le mythe du continent de paix

La première chose qu'on doit comprendre est d'où nous venons. Dans les cinq cents dernières années l'histoire européenne saute d'une guerre l'autre, notamment les deux siècles qui vont de 1615 à la fin des guerres napoléoniennes en 1815. Durant cette période les nations européennes ont été en guerre en moyenne soixante ou soixante-dix ans par siècle. Ensuite, il y a eu un peu plus de paix jusqu'en 1914, si nous oublions la guerre de Crimée ou la franco-prussienne, mais durant cette période l'Europe a poursuivi en dominant l'exportation de guerre et de génocide en dehors de ses frontières avec l'holocauste colonial-impérial que fut la conquête du monde non européen. De plus, dans cette période de paix relative interne, l'Europe a « inventé » l'industrialisation, et avec elle, a industrialisé la guerre, ce qui l'a transformée en quelque chose de beaucoup plus destructif. Deux guerres mondiales de mortalité inhabituelle et couvées dans et par l'Europe, en fut était le résultat.

Sur cette réalité à partir de 1945 on construit le mythe de l'intégration européenne comme formule de paix et garantie de la sécurité continentale. Des nations guerrières économiquement intégrées perdent les principaux motifs matériels de lui faire la guerre et construisent un avenir en paix et sécurité mutuelle, on dit.

Ce récit a un défaut, un défaut eurocentriste, pourrions nous dire, qui me semble particulièrement important à notre XXI<sup>e</sup> siècle caractérisé par l'intégration extrême des problèmes de l'humanité (Je rappelle que les grands défis de notre siècle ne sont pas « continentaux », mais « planétaires » : réchauffement climatique, prolifération des moyens de destruction massive et croissante inégalité régionale et sociale). Ce défaut eurocentriste réside dans le fait que les composants de cette Europe qui commence son intégration dans l'après-guerre étaient des pays qui faisaient la guerre en dehors des frontières européennes : La France en Algérie (1954-1962) et en Indochine (1945-1954). La Hollande en Indonésie (1945-1949). La Belgique au Congo et l'Angleterre, qui adhère plus tard, dans beaucoup d'autres lieux ... Dans l'immédiat après-guerre mondial, la France avait un empire colonial de vingt fois son territoire métropolitain avec une population de 100 millions. Après avoir vécu l'occupation allemande, son pouvoir colonial a joué un rôle principal dans une conduite pas très différente de celles des nazis. Le 8 mai 1945, le jour de la

capitulation allemande, dans la ville algérienne de Setif l'armée coloniale française a mitraillé la foule qui célébrait la victoire en arborant un drapeau algérien, tuant 1 500 personnes, selon des sources officielles françaises et plusieurs milliers selon les sources algériennes. En novembre 1946, trois bateaux français ont bombardé la ville de Haiphong (le port du Hanoi), tuant 6 000 personnes en représailles à un incident douanier.

Dans ses « Indes orientales », la minuscule Hollande dominait un territoire semblable en superficie à l'Europe Occidentale. En 1946 et 1947 l'armée coloniale a perpétré des massacres en Java occidentale comme ceux de Sulawesi et Rawagede, dans lesquels sont morts 430 enfants et jeunes. La Belgique dominait l'immense Congo et le Ruanda/Burundi et organisait là une indépendance coloniale avec les méthodes correspondantes, rappelés l'assassinat de Lumumba et l'intronisation postérieur de Mobutu, décédé en 1997, cela fait bien peu. À cela nous additionnons d'autres pays qui ont été ensuite membres de l'UE et étaient déjà alors de l'OTAN :

Le Portugal, membre cofondateur de l'OTAN en 1949, qui a été admis à l'UE en 1986, luttait en Angola, en Guinée-Bissau et au Mozambique, entre 1961 et 1975. L'Angleterre et son Commonwealth contrôlaient dans l'après-guerre un quart du monde et de sa population et ils avaient un chapelet de fronts ouverts ; en Palestine, en Inde / Pakistan, au Kenya, en Malaisie, en Birmanie, en Irlande... La liste de crimes coloniaux de l'Angleterre est énorme.

Qu'aurait à voir tout cela avec l'Europe intégrée d'aujourd'hui ? Qu'aurait à voir Mobutu avec la Chancelière Merkel ? demanderez-vous. Eh bien, depuis un point de vue eurocentriste / suprématiste et du XIX siècle, rien. Mais d'un point de vue moderne et actuel de ce siècle planétaire, tout.

Le fait que l'UE a été créé par d'anciennes puissances coloniales me semble fondamental pour situer aujourd'hui à sa vraie place la légitimation de l'Union Européenne, les motifs par lesquels ses chefs d'État et les penseurs (et ici apparaissent presque tous) défendent la nécessité d'intégration de ses nations. Ces motifs ont à voir avec la recherche d'une solution à la perte de positions nationales de domination dans le Monde, qui rend insignifiantes les anciennes nations dominantes individuellement. Du point de vue des économies du pouvoir, l'intégration européenne a été la réponse compensatoire à la décolonisation : une formule pour pouvoir continuer de dominer et de compter dans le monde : unis, nous pouvons. Cet argument, qui se répète partout quand on parle des motifs, est directement relié au stigmate colonial-impérial européen. L'intégration est nécessaire, dit on, contre l'émergence des autres qui vont vers plus et qui ne comptaient pour rien avant dans le monde : La Chine, l'Inde, le Brésil, l'Afrique du Sud ... on parle de « nouvelles menaces », de « nouveaux défis », de « préserver notre civilisation » et « d'assurer les flux commerciaux et l'accès aux ressources », comme le dit la Chancelière Merkel. Et tout cela, il faut le faire en commun parce que séparément la puissance des nations européennes n'arrive plus déjà.

Donc, le mythe du continent de paix est très bien comme discours, comme idéologie, pourrions-nous dire, mais ce dont il s'agit en réalité est autre chose : une recomposition de forces avec une âme et une ambition de domination absolument cohérente avec le grand vecteur belliqueux (agressif et dominant) de l'histoire européenne auquel je me suis référé précédemment. Le problème et la grande contradiction de l'UE est que ce vecteur est hypothéqué - sous forme de taxes, de charges et d'obligations - aux intérêts de la superpuissance étasunienne.

## L'hypothèque de la sécurité européenne

Depuis sa fondation, l'Europe communautaire a été hypothéquée en matière de politique étrangère et de défense par les intérêts des États-Unis d'Amérique exprimés à travers de l'OTAN.

Aujourd'hui le Président Donald Trump dit qu' « il est injuste que nous avons à payer presque tout le budget de

l'OTAN pour protéger l'Europe ». C'est faux, parce que les États-Unis apportent seulement 22 % du budget, mais surtout c'est faux parce que cet argent n'est pas pour « protéger l'Europe », mais pour maintenir l'influence dominante des États-Unis sur le continent.

Sans chercher à enlever du mérite aux efforts et aux bonnes intentions pacifistes des fondateurs de l'UE, l'intégration européenne fut encadrée depuis ses débuts dans la stratégie US d'après-guerre c'est-à-dire : dans la contentation du communisme. Dans les années cinquante il n'y avait pas de danger de guerre entre la France et l'Allemagne. Le danger réel de guerre était entre l'Est et l'Ouest, et l'intégration européenne faisait partie de cette contentation qui a réussi à maintenir la paix, bien que ce fut par la méthode la plus insensée et stupide de l'histoire de l'humanité : la sécurité de ce que s'il y avait une guerre, ce serait la dernière à cause de ce qui s'appelait « destruction nucléaire mutuelle assurée », MAD dans ses initiales en anglais.

L'OTAN a toujours été, dans les mots du Général De Gaulle « *l'expression de la domination de Washington sur le continent* », un « *pacte des États-Unis avec ses vassaux pour garantir militairement la politique extérieure des États-Unis* », dans des mots d'Oskar Lafontaine.

Avec la fin de la guerre froide et la dissolution de l'Union soviétique, les stratèges étasuniens comme Zbigniew Brzezinski ont établi que l'Union Européenne devait rester liée aux États-Unis, pour retarder le plus possible son émergence inévitable comme un « *dur concurrent économique-technologique* » des États-Unis, capable de formuler quelque « *intérêts géopolitiques au Moyen-Orient et dans d'autres régions du monde qui pourraient diverger d'une manière significative de ceux des États-Unis* ». Pour cela, il était impératif de maintenir la séparation des ressources énergétiques politiques et humaines de la Russie, le premier pays d'Europe en habitants et le plus grand du monde en surface, du reste d'Europe. La question : Jusqu'où l'Europe arrive-t-elle ? De Lisbonne à Vladivostok, comme Gorbatchev le disait, jusqu'à l'Oural, comme de Gaulle le disait, ou seulement jusqu'à la frontière russe ? On a répondu de la forme la plus exclusive possible.

### **Permettez-moi une autre nouvelle digression historique :**

En Europe le mépris ou le mauvais traitement de grandes puissances battues a toujours eu des résultats néfastes. Après les guerres napoléoniennes les vainqueurs ont impliqué la France vaincue dans la prise de décision, ce qui a ouvert une longue étape de paix et de stabilité continentale après le Congrès de Vienne. L'exemple contraire est ce qui a été fait avec l'Allemagne post guillaumienne, après la première guerre mondiale, et aussi avec la Russie bolchevique après la Révolution de 1917. Dans les deux cas, les politiques d'exclusion - et de terrible interventionnisme militaire dans la guerre civile russe - ont eu des conséquences néfastes pour ce qui ensuite fut le nazisme et la genèse du stalinisme.

Ce que nous avons vu en Europe dès la fin de la guerre froide est un nouvel avertissement sur les dangers d'exclure une grande puissance de la prise de décision et de la traiter à coups d'impositions et des sanctions au lieu d'organiser la sécurité continentale commune établie à Paris en novembre 1990.

Le 21 novembre 1990, au Palais de l'Élysée, les chefs d'État européens, plus les États-Unis, le Canada et l'URSS avaient signé la « [Lettre de Paris pour la Nouvelle Europe](#) ». Ce document devait être l'acte de décès de la guerre froide. La Lettre proclamait :

1. « la fin de la division de l'Europe »,
2. elle annonçait que la fin de la guerre froide, « conduira à un nouveau concept de la sécurité européenne et donnera une nouvelle qualité » à ses relations, et

3. constatait que la sécurité de chacun des Etats serait, « inséparablement liée » avec la (sécurité) des autres.

Au lieu de se tenir à cela, qui aurait nécessairement rendu l'OTAN obsolète et avec elle l'influence déterminante des États-Unis sur le continent, le bloc militaire occidental de la guerre froide est allé occuper militairement et géopolitiquement tous les espaces que la Russie a laissés en Europe avec sa retraite militaire unilatérale : d'abord les anciens satellites de l'Europe de l'Est, ensuite la Yougoslavie - dont la dissolution comme dernier espace neutre dans le continent a été favorisée militairement - après dans la Mer Baltique, La Transcaucasie ou Caucase du Sud et l'Asie Centrale. Ce fut un harcèlement d'un quart de siècle jusqu'à arriver aux faubourgs géopolitiques de Moscou, avec le résultat vu en Ukraine, quand l'ours russe à qui on mettait le doigt dans l'oeil, a finalement donné un coup de griffe.

Cet asservissement a été une constante des successives administrations étasuniennes depuis les années quatre-vingt-dix jusqu'à aujourd'hui et s'est avéré jalonné par le retrait ou la violation des traités militaires de la guerre froide, ainsi que des accords qui y ont mis fin.

L'administration Clinton a violé l'accord selon lequel l'OTAN ne bougerait pas « d'un millimètre » à l'est en échange de l'acceptation de la réunification allemande et e a établi des bases militaires de l'OTAN à côté des frontières russes.

### Rappelons la série :

- ▶ **L'administration de George W. Bush** a abandonné l'accord ABM (le fondement de la non prolifération) en 2002 et a créé des bases antimissiles en Alaska, Californie, en Europe de l'est, au Japon et dans la Corée du Sud pour créer une ceinture autour des immenses frontières russes qui inclut le détachement de quelques dizaines de destroyers. Les bases européennes de ce moyen à la frontière russe européenne, en Pologne et la Roumanie, ont été construites en affirmant que c'était pour protéger l'Europe des inexistantes missiles intercontinentaux de l'Iran, un argument qui a mis en évidence le désintérêt absolu d'être un minimum crédible.
- ▶ **L'administration Obama** a entrepris une attaque directe contre la Russie avec l'objectif de l'expulser de ses bases de la Mer Noire en renversant le gouvernement corrompu et légitime de l'Ukraine et en installant dans à sa place son propre gouvernement, aussi corrompu mais pro-occidental.
- ▶ **L'administration Trump** a augmenté les risques nucléaires après avoir accru le seuil des suppositions pour entreprendre une attaque nucléaire et pour développer des nouvelles armes qui estompent les différences nucléaire / conventionnel et augmentent les dangers. En ce moment les accords INF sont dans une impasse, sur les forces nucléaires intermédiaires, et START, sur les armes nucléaires stratégiques, les deux par l'initiative de Washington.

**En résumé :** Les États-Unis ont utilisé l'OTAN pour que les Européens soutiennent l'encerclement de la Russie et la Chine et la convertir en alliance offensive au service de leurs propres guerres pour les ressources. Tout cela a du sens du point de vue des intérêts hégémoniques de Washington (la priorité d'empêcher une UE autonome et indépendante dans son action internationale citée par Brzezinski), mais du point de vue des intérêts de la sécurité européenne, c'est une catastrophe. Pourquoi ?

Parce qu'en Europe il y aura seulement de la sécurité avec la Russie. Elle n'existera pas sans la Russie, et, bien sûr, en aucun cas contre la Russie. Et cela indépendamment que nous plaise peu ou beaucoup son actuel régime politique.

En disant cela on pourrait penser que l'UE est victime ou est séquestrée par les États-Unis. Ce n'est pas tout à fait ainsi, parce que dans cette hypothèque il y a les responsabilités claires du propre hypothéqué. La situation rappelle notre brique ibérique, la bulle immobilière. Oui, les banques allemandes ont mis une grande partie de l'argent, mais ceux qui ont construit ces biens immeubles et infrastructures sans besoin ou inutiles pour la plus grande gloire de la spéculation et de la corruption, c'était nous. Avec l'hypothèque de l'UE dans une politique de défense et de sécurité, c'est un peu pareil.

À la différence des années soixante et soixante-dix du XXe siècle, quand beaucoup de nations européennes se sont démarquées ou opposées à la guerre du Viêt-Nam (rappelons la tension de Washington avec la Suède d'Olof Palme, l'esprit indépendant du Général de Gaulle ou le fait que même la fidèle Angleterre n'envoyait pas de soldats au Viêt-Nam), aujourd'hui l'UE agit presque toujours comme « l'assistant du Sheriff » : non seulement en participant à l'artificielle tension superflue avec la Russie et en plaçant des bases et des armes aux barbes mêmes de l'ours, mais en contribuant à violer la loi internationale avec sa participation, sous diverses formes et modalités, dans toutes les guerres US, de la Yougoslavie à la Syrie, en passant par l'Afghanistan, l'Irak et la Libye, et même en envoyant des bateaux (la France et l'Angleterre) patrouiller en Mer de Chine méridionale, où nous n'avons absolument rien perdu, afin de participer à la poursuite du harcèlement en cours des États-Unis envers la Chine ...

## La fin de l'ingénuité

Pour finir : L'Europe devrait se détacher de cette hypothèque et participer à un ordre mondial plus stable et sensé que l'actuel. Comment ? En matière de sécurité je proposerais un accord au sein de l'Union Européenne dont le préambule dirait quelque chose comme ceci :

« Décidés, à sauvegarder la liberté, l'héritage commun et la civilisation de nos peuples, basés sur des principes de la démocratie, la liberté individuelle et l'empire de la loi, nous réaffirmons notre foi dans les intentions et les principes de la Lettre des Nations Unies et notre désir de vivre en paix avec tous les peuples et tous les Gouvernements ».

**Et l'article 1 du tel accord pourrait stipuler le suivant :**

« Les Parties s'engagent, comme il est établi dans la Lettre des Nations Unies, à résoudre par des moyens pacifiques toute controverse internationale dans laquelle elles pourraient se voir impliquées, de manière à ce que la paix internationale et la sécurité, ainsi que la justice, ne soient pas mises en danger, et à s'abstenir dans leurs relations internationales de recourir à la menace ou à l'emploi de la force de toute forme qui semble incompatible avec les intentions des Nations Unies ».

À cette date, vous serez déjà arrivés à une conclusion : celle que ce commentateur est un parfait ingénu. Effectivement, parce que tant ce préambule que l'article I, appartiennent textuellement à l'accord de Washington du 4 avril 1949 qui a fondé l'OTAN. Ainsi que, soixante-dix ans après, entre le mythe du continent de paix et le lest de cette hypothèque, il est déjà temps de laisser de côté l'ingénuité après avoir abordé une « sécurité européenne » démarquée des vassalités, d'ambitions impériales et en ligne avec les défis du siècle.

\* Ce texte suit les notes de la conférence de la clôture du VI Congrès de l'Association Espagnole d'Histoire Militaire (ASEHISMI), « les Mythes et les hypothèques de la sécurité européenne dans la nouvelle guerre froide » Grenade le 24 mai

**Rafael Poch de Feliu\*** pour son [Blog personal](#)

[Rafael Poch de Feliu\\*](#). Catalunya, le 5 juin, 2019

\* **Rafael Poch-de-Feliu** (Barcelone, 1956) a été durant plus de vingt ans correspondant de « *La Vanguardia* » à

Moscou à Pékin et à Paris. Avant il a étudié l'Histoire contemporaine à Barcelone et à Berlin-Ouest, il a été correspondant en Espagne du « *Die Tageszeitung* », rédacteur de l'agence allemande de presse « *DPA* » à Hambourg et correspondant itinérant en Europe de l'Est (1983 à 1987). [Blog personnel](#). Auteur de : « La Gran Transición. Rusia 1985-2002 » ; « [La quinta Alemania](#). Un modelo hacia el fracaso europeo » y de « [Entender la Rusia de Putin](#). De la humiliación al restablecimiento ».

Traduit de l'espagnol pour [El Correo de la Diaspora](#) par : Estelle et Carlos Debiasi

[El Correo de la Diaspora](#). Paris, le 10 juin 2019.

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basée sur une oeuvre de [www.elcorreo.eu.org](http://www.elcorreo.eu.org).